La campagne électorale européenne signera-t-elle la mort de LR ?

Posté le : 20 janvier 2024 09:18 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Crise systémique, Attitudes, Réforme

L'interview de F-X. Bellamy sur France Info est un bel exemple des méthodes des chaînes publiques contre LR, point qu'il ne faut jamais négliger dans la définition des options politiques que ce parti doit élaborer.

Toujours, indéfiniment, les militants qui peuplent les chaînes publiques depuis le passage de F. Mitterrand n'ont qu'une idée en tête : comment casser et saloper l'image de « l'ennemi odieux » qui ose croire qu'il a le droit de s'adresser au pays. La méthode est toujours la même : choix de la période et de l'heure où il pourra faire le moins de dégâts possible ; attitude choquée qui consent avec peine à cet exercice malheureusement imposé par les règles de démocratie ; questions posées avec dégoût en marquant qu'on sait d'avance ce que sera l'ignominie de la réponse ; choix d'un sujet que l'on croit destructeur d'image ; refus de la réponse et on repose plusieurs fois la même question pour bien racler tout le pouvoir que l'on croit maléfique du sujet ; citations répétées de propos tenus par des adversaires politiques qui peuvent être ignobles puisqu'il s'agit de citation. « Que répondez vous à ceux qui, nombreux et depuis longtemps dénoncent votre… ».

La durée utile de l'interview est réduite de plus de 50 % par ces fausses questions tiroirs qui se veulent révélatrices de l'ignominie présumée de l'interviewé. Avec un client du « bon » camp idéologique, on fera l'inverse : multiplier les éloges et les citations de personnes énamourées par ses positions. Si vous vous rebellez contre cette différence de traitement vous diminuez encore votre temps de parole. Ce traitement, longtemps réservé au FN qui avait été « créé médiatiquement » par F. Mitterrand pour disposer d'un pôle de division exécrée contre les gaullistes, est généralisé à toutes les nuances de la droite, de Dupont Aignan, à Philippot, d'Asselineau au RN, de Zemmour à LR. La montée aux extrêmes aussi bien à droite qu'à gauche, provoquée par les postures macroniennes calculées, rend la situation encore plus difficile pour LR.

La division mortelle organisée par Nicolas Sarkozy entre collaborationnistes et résistants aux séductions diverses du pouvoir présidentiel en place, aggravée par la concurrence parfois haineuse entre les écuries présidentielles qui ont un pied dedans et un pied dehors de LR, sur fond de désastres électoraux successifs aux présidentielles, complique encore les choses.

Quelles sont les conclusions à tirer de ce constat ?

La première est qu'il faut armer tous les membres LR en position de parler dans les médias d'un corpus idéologique complet et fort, sur les sujets fondamentaux pour la nation, et surtout que ce programme soit **voté par l'ensemble des adhérents LR**. Le « redressement par le programme », aussi difficile que soit l'opération, n'est pas une option. Être conforté sur tous les sujets les plus graves par un discours fort et étalonné ne peut être qu'un gain pour toute personne interviewée par des forces hostiles. Sinon il est perpétuellement sur la défensive et en train d'expliquer sur tel ou tel reproche que ce sont les socialistes ou les féministes, ou les écologistes qui pensent comme lui et soutiennent la même chose.

Éric Ciotti a eu parfaitement raison de sortir LR de son silence poussif depuis l'échec de 2012 et de lancer en novembre 2022 après son élection l'idée d'un redressement de la France et de LR par des

conférences thématiques articulées, devant aboutir au premier semestre 2023. L'ennui c'est que depuis, ce projet n'a fait l'objet d'aucune organisation sérieuse, a été constamment repoussé et que les dernières mesures d'organisation annoncées sont dérisoires par rapport à ce qu'il faudrait mettre en place.

Du coup voici l'ami Bellamy aux prises avec le « service public de la désinformation », sur une question européenne laissée totalement en jachère par LR. Il est vrai que les médias ne parlent absolument jamais d'Europe et la seule chaîne de télévision spécialisée, Euronews, est servie uniquement par des fédéralistes européistes ne faisant que de la propagande et jamais d'information.

Si vous voulez savoir ce qui se passe à Bruxelles, il faut y aller tout seul via internet et… en anglais. On se rappelle qu'aux dernières Européennes, le seul argument des sortants LR avait été de vanter leur participation à l'unification des prises de rechargement des téléphones. Une fois de plus LR va à une élection sans avoir construit une position forte, avec son lot normal de dénonciations et de suggestions, à imprimer dans l'opinion publique par une parole collective.

Les Européennes ont toujours été jusqu'ici l'occasion :

- De crier qu'on était « pour l'Europe » en nommant une tête de liste la plus européiste possible.

- De recaser des ténors en difficultés : on reste étonné du nombre d'éclopés à qui on a assuré une bonne base de rémunération sans aucun travail en attendant que sa situation s'éclaircisse en France (exemple : Rachida Dati, qui a considéré néanmoins que la brioche tendue par Macron était encore meilleure).

Il faut dire que les élections européennes sont structurellement un exercice parfaitement anti démocratique et insignifiant :

- Personne ne sait sur quoi les votes donneront à choisir. Même si on a donné un « nonosse » à ronger au PE sur quelques sujets de son choix, les débats sérieux portent principalement sur les projets de la Commission en vue d'avaliser des ordonnances qui s'imposeront aux gouvernements nationaux et qui ne sont pas connus à l'avance. Le vote ne permet pas aux électeurs de trancher des questions préalablement mises à la discussion publique.

- Le choix de la proportionnelle permet de fractionner les votes nationaux en petits bouts, alors que chaque pays est structurellement minoritaire. Le vote « français » qui représente à peine plus de 10 % des parlementaires, se retrouve découpé en petites fractions qui vont se recomposer dans des ligues plus vastes aux contours inconnus des Français.

- Depuis les dernières fantaisies constitutionnelles imposées par Nicolas Sarkozy, le Parlement européen est encombré de débats sur tout et n'importe quoi, en totale franchise des sujets consacrés par les traités. Un leader français aura une minute, parfois deux, pour prendre position publique sur le sujet en question. Personne en France ne saura qui a voté quoi. C'est comme cela que le Parlement européen a voté avec l'aide d'Emmanuel Macron, dans le silence général des médias, un vœu pour transformer les traités à nouveau en « vraie constitution fédéraliste ». Silence général dans les médias français alors qu'il s'agit en fait de la fin programmée de l'indépendance française et un étouffement quasi-total de la souveraineté nationale.

- Le nouveau projet d'extension du nombre des membres de l'Union, avec intégration, à la demande américaine, de l'Ukraine, de la Géorgie, de l'avorton d'état qu'est le Kosovo (une base américaine entourée d'instances criminelles pourries jusqu'à l'os et totalement islamisées), de l'Albanie, etc. est l'occasion à nouveau de pousser vers un fédéralisme tronqué et manipulé.

- Le rôle des ONG faux nez d'États et d'intérêts privés à Bruxelles est totalement abusif et les

Américains spécialistes des « révolutions Orange » ont réussi à imposer leur rôle par les cours de justice qui ont fait un véritable coup d'État en instrumentalisant à leur guise le préambule de la déclaration européenne des droits de l'homme qui à ma connaissance n'a toujours pas été votée par la France. La loi française est maintenant tenue en respect par une cascade d'institutions emboîtées dépendant de quelques juges cooptés pour leur européisme, leur atlantisme et leur américanisme.

On n'a même pas dit une fois pour toutes à la Turquie, (comme au Liban ou Israël), qu'elle ne pouvait pas prétendre entrer dans l'Europe institutionnelle comme Califat de l'Oumma !

L'entrée de l'Ukraine signifie, entre autres, la mort de la politique agricole commune déjà en déshérence et la fin de l'agriculture française.

La part de la France sera réduite à un peu plus de 5 % dans l'effectif parlementaire « européen ».

Le décor ne serait pas complet sans les sorties récentes de commissaires européens faisant la promotion de l'immigration islamique et du Wokisme sans aucune réserve.

Autant dire que la situation de François-Xavier Bellamy est plus que complexe…

Il s'en est sorti plutôt bien dans l'interview considérée. Naturellement il a été entrepris presque uniquement sur ses réserves vis-à-vis du mariage pour tous, l'avortement, la PMA etc. Il est sûr que l'intégration dans la constitution française d'un droit fondamental à l'avortement est un vrai sujet européen ! Et que LR n'a pas osé promouvoir une position sur ce sujet, laissant chacun se débrouiller comme il peut.

Il a pu, un peu, dénoncer le projet d'extension de l'Union Européenne, mais en inventant un statut d'association pour les nouveaux venus qui n'a jamais été discuté au sein de LR et dont les contours sont indéfinis.

Il a pu dénoncer la politique agricole voulue par l'Europe qui tue l'agriculture française et martyrise celle de nombreux pays, en l'accablant de réglementations extrémistes et tatillonnes encore aggravées par l'influence des Verts infiltrés partout qui en rajoutent en France dans la réglementation de détail. Mais là encore, il est obligé d'improviser et rester dans la généralité, faute de support programmatique de la part de LR.

Il a pu montrer que la dénatalité qui frappe maintenant de façon évidente et gravissime la France et tout le continent européen est un vrai problème qui ne suppose pas nécessairement qu'on revienne sur l'émancipation de la femme qui se développe depuis plus d'un siècle, malgré les affirmations de certains mouvements féministes nihilistes. Mais cette question cruciale n'a fait l'objet d'aucune position de LR par crainte de passer pour réactionnaire et ringard. Acceptation de la tutelle du gauchisme et silence craintif ne peuvent pas stimuler l'adhésion d'un corps électoral !

Il s'égosille à montrer qu'il a été utile à Bruxelles et que les autres ne le seront pas, car tous sont complices des désastres qui se préparent. Et c'est vrai ! Il est réellement le premier à avoir pris l'affaire au sérieux et il n'a pas hésité à développer (en une minute ou deux, règle du Parlement européen) des propos forts contre le chef du gouvernement allemand ou récemment contre le projet de modification des traités. Il a, en effet, fait stopper la campagne abjecte qui faisait du voile islamique un exemple d'affranchissement de la femme au moment de la pire répression des libertés vestimentaires féminines en Iran, avec meurtres à la clé.

Pendant ce temps-là, le RN s'obstine à faire de la politique interne en utilisant le vote à la proportionnelle européenne pour montrer sa force. « Si vous êtes contre Macron, votez pour nous ». Pas un mot sur les questions européennes bien sûr. Juste un épisode du nouveau concours de beauté entre les jeunes Bardella et Attal.

Zemmour veut symboliser la lutte contre l'islamisme qui a ses entrées totalement ouvertes à Bruxelles.

Le groupe Liot va présenter une liste au nom de la défense des territoires et de **l'agriculture française. Faute d'avoir préempté le sujet, LR se fait piquer un thème capital.**

Les Verts, le PS, le PC et l'extrême gauche vont y aller dans le désordre pour profiter de la proportionnelle et juger de l'état des forces respectives. Sans parler des listes farfelues qui sortent de terre comme les vers à la pleine lune (en général 20 à 30 listes). La représentation française va être pulvérisée, un peu plus, en dépit du score minimum requis pour avoir des députés et être remboursés en partie de ses frais de campagne.

Emmanuel Macron va développer « son projet pour dans trois ans ». On sait qu'il veut être président de l'Europe élu au suffrage universel par tous les pays membres d'une Europe élargie au maximum. C'est la bataille qui s'engage pour lui après avoir affaibli LR au maximum par le débauchage de tout ce qu'il a pu trouver dans les poubelles morales de l'ex UMP.

On voit combien il est regrettable que le projet de « redressement par le programme » annoncé par Éric Ciotti ait pris autant de retard et qu'il soit mené dans une telle désorganisation et sur un mode si mineur.

Disons-le clairement : si LR continue comme cela, c'est la fin programmée dans une indifférence générale vaguement méprisante. Il ne peut survivre qu'en essayant d'incarner le **salut public et d'abord vis-à-vis des développements engagés en vue de créer les États-Unis d'Europe.**

Il faut que LR définisse le projet pro européen qu'il soutient comme une association d'États souverains qui s'unissent sur des projets communs, où l'association est nécessaire, la Commission n'étant que le secrétariat général de la structure de projet mis en place.

LR doit réaffirmer que la souveraineté française este entière et ne peut être globalement étouffée par des institutions étrangères, tout en précisant les domaines limités où elle accepte soit des responsabilités partagées soit une délégation de souveraineté éventuellement révocable si les résultats ne sont pas là.

LR doit s'opposer à l'extension sans limite du champ des pays membres, notamment à des pays en guerre, ou rattaché à des puissances étrangères, notamment islamistes. Si un statut d'association économique doit être élaboré, d'accord ! Que LR le définisse au lieu de laisser des élus l'évoquer dans la solitude.

LR doit proposer que les grands projets d'ordonnance européenne, soient examinés par le Parlement français préalablement au vote au PE afin d'informer complètement l'opinion sur ce qui se passe à Bruxelles. Rien de ce qui s'y décide n'est réellement couvert par les médias en France. On attend que le débat vienne en France au moment où on ne peut plus rien faire. Il permettra au Président et au gouvernement de savoir jusqu'où ils peuvent aller trop loin dans la soumission aux oukases européistes et donnera à réfléchir aux membres de la Commission.

LR doit imposer l'idée qu'aucune ordonnance en Europe ne puisse être votée sans être accompagnée **d'une étude d'impact** sérieuse dans tous les pays membres et en particulier en France.

LR doit être catégorique sur l'indépendance des travaux européens vis-à-vis de l'entrisme des ONG qui doivent se déclarer comme les autres lobbies et avec les mêmes contraintes.

LR doit faire valoir de façon tonitruante qu'il ne faut aucun président européen élu au suffrage universel dans tous les pays d'Europe en même temps et que le projet personnel de M. Macron est totalement contraire à la souveraineté française et peut s'assimiler à une forfaiture.

LR, sur la question nucléaire, la question agricole, la question industrielle, la question climatique, la question migratoire, la dérive wokiste et la question institutionnelle européenne, doit fixer en toute clarté quelles sont **les lignes rouges infranchissables** sans remise en cause de la participation de la France à un projet européen dévoyé.

Il faut demander la démission immédiate de Mme Van der Leyen et des commissaires asservis à des mouvements évidemment contraires à l'intérêt français.

Évidemment, cela tranche avec l'inexistence de toute parole collective audible et percutante qui est la marque de fabrique de LR depuis que le RPR est devenu la trop centriste UMP et surtout l'échec sarkozyste de 2012.

Bien sûr on peut se contenter d'une petite guérilla parlementaire et de l'action solitaire de M. Bellamy pour espérer finir à plus de 5 % (pour avoir au moins un député et ne pas rembourser les frais de campagne) lors d'un vote européen jugé, au fond et comme d'habitude, sans importance, puis magouiller pour les élections municipales avec les fragments épars du mouvement, puis s'arranger, au départ de Macron, pour relancer la bataille des écuries.

Comme tout cela est intéressant et enthousiasmant ! Comme on disait autrefois, le mal, on doit le combattre mais, d'abord, il faut éviter de décourager du bien !

La vérité nue : ces élections sont cruciales pour l'avenir de LR. Terminer à la cinquième place derrière le RN, la liste de Macron, la liste de Zemmour et celle des Verts, et peut-être sixième derrière la liste Liot, avec 6 % ou moins des votes exprimés, marquera un point de non-retour. Il sera impossible d'aller aux Municipales avec la moindre dynamique ce qui poussera à des arrangements qu'on préfère ne pas imaginer. Quant aux Présidentielles ! Quinze ans loin du pouvoir et encore au minimum cinq de plus ?

Alors espérons que LR va comprendre qu'il lui faut mobiliser très vite sur un **Programme de Salut Public** pour que la France ne sorte pas de l'histoire et LR de la vie politique par la petite porte.